

le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

MERCREDI 17 OCTOBRE 1979 - N° 974

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

Grève générale dans l'île de la Réunion

Opération «île morte» à la Réunion : de lundi à vendredi l'ensemble de l'île est en grève. Lundi, l'Education Nationale, les PTT, les douanes, la presse étaient en grève. Mardi, ce sera au tour des différents services administratifs, mercredi, la grève se prolongera aux secteurs de la Santé de l'Équipement, de l'Aviation civile... La semaine d'action débouchera vendredi 19 octobre sur une journée de grève générale du secteur public et du secteur privé. Ce sera l'opération «île morte», accompagnée de rassemblements et de manifestations, notamment à Saint-Denis de la Réunion.

Cette semaine de grève est appelée par les organisations syndicales de la Réunion : elle a pour but de protester contre la politique colonialiste de chômage et de misère à la Réunion, organisée et planifiée par l'impérialisme français : petits planteurs ruinés, ouvriers au chômage, mal payés, pas d'indemnisation chômage pour les chômeurs réunionnais, et atteintes au pouvoir d'achat des fonctionnaires...

Grèves à l'EDF

Du 16 octobre au 19 octobre, se déroule à l'initiative de la seule CGT, une semaine d'action à l'EDF. Mardi matin, les premiers délestages entre 8 h et 12 h, devaient avoir lieu.

La CFDT ne participe pas à ce mouvement. Elle s'en est expliquée en invoquant la très faible participation des travailleurs EDF à une action du même genre le 20 septembre dernier, et leur lassitude «d'être les fantassins de manœuvres politiques». La CFDT-EDF avait proposé quatre actions préalables à toute action nationale, le 1^{er} octobre à la CGT : — refus de participer aux négociations sur la nouvelle grille indiciaire —, demande de négociations sur le temps de travail, — soutien sans réserve des travailleurs de Tricastin et Gravelines, et appel de grève nationale en cas de chargement en combustible de ces deux centrales —, et enfin soutien aux actions en cours dans les services informatiques. «Objectifs trop parcellaires» a répondu la CGT ; mais surtout, ne fallait-il pas à la CGT - EDF occuper le devant de la scène, avant les actions unitaires CGT - CFDT du mois prochain, dans la foulée des accords signés entre les deux confédérations, le 17 septembre dernier ? Nul doute que certains vont voir dans l'attitude de la CFDT l'acceptation du «consensus»...

A nos lecteurs

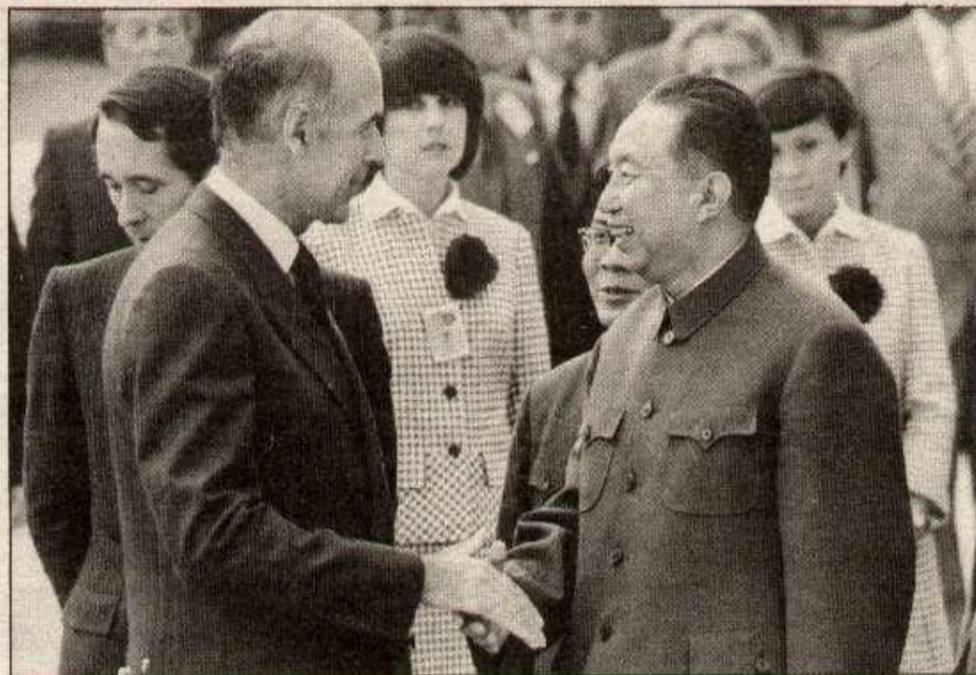
Par suite de coupures de courant dues à la grève de l'EDF, la fabrication du Quotidien du Peuple a été perturbée.

Paraissant habituellement sur 12 pages en date du mercredi, il a été exceptionnellement réduit à 8 pages.

Budget 1980

Impôts plus lourds Consommation en baisse

Arrivé lundi à Paris, LE PRESIDENT HUA GUOFENG REAFFIRME LA POLITIQUE ANTIHEGEMONISTE DE LA CHINE



C'est lundi, en fin de matinée, que le président Hua Guofeng, Premier ministre et Président du Comité central du Parti communiste chinois, est arrivé à Paris. C'est la première fois, depuis la fondation de la République populaire de Chine, que le plus haut dirigeant en poste de ce pays se déplace en Occident. Dès les premières allocutions, le Président chinois a rappelé nettement les grandes orientations internationales de la Chine.

Depuis quelques temps, les commentaires de la presse vont bon train sur une prétendue renonciation de la Chine à la lutte antihégémoniste, et son acceptation nouvelle d'une politique dite de «détente» telle que peuvent la concevoir les superpuissances et notamment l'URSS, «détente» dans le cadre de laquelle s'accroissent en fait les préparatifs de guerre. On a voulu en voir pour preuve l'ouverture de négociations Chine-URSS qui sont pourtant conformes à la politique de coexistence pacifique, telle que la République populaire de Chine l'a toujours défendue.

Pas plus tard que lundi, à 13 heures, Gérard Saint-Paul évoquait sur TF1 les possibilités qui «existaient désormais» de voir l'adhésion giscardienne à la politique de détente mieux comprise des dirigeants chinois qui pourraient s'y rallier. Cette présentation des choses correspond à certains propos officieux des milieux gouvernementaux français concernant la relation France-Chine, selon lesquels «le but de la France doit être d'amener la Chine à s'intégrer au monde tel qu'il existe», sous-entendu : lui faire accepter la détente, le fait accompli de la politique des superpuissances auxquelles on doit s'opposer mais, tout de même, pas au-delà de certaines limites, avoir une attitude «réaliste» vis-à-vis de l'URSS, plutôt s'attirer les bonnes grâces de l'Ours polaire que faire front à ses prétentions.

Ces supputations ne résistent pourtant pas un instant à un examen de la politique chinoise actuelle réaffirmée avec force par les dirigeants chinois.

LIRE EN PAGES 8 ET 6

C'est ce mardi après-midi que l'Assemblée nationale devait se consacrer au début de l'examen du budget pour 1980. Fernand Icart (UDF), rapporteur général du budget, présentait le point de vue de la commission des finances puis Papon, ministre au budget, devait présenter les grandes lignes de celui de 1980.

Ce budget 1980 va s'attaquer au pouvoir d'achat des masses populaires. Ainsi, dans le secteur public, des «économies» sont prévues par une diminution de l'embauche ou de la titularisation des fonctionnaires ; leurs salaires n'augmenteront pas plus que l'indice gouvernemental des prix qui est en deçà de la hausse réelle.

«Vérité des prix» pour les tarifs publics : cela laisse présager des hausses dont le gouvernement ne se cache pas.

Le retard pris dans la réalisation du VII^e plan va s'accroître : conséquences pour les hôpitaux, les conditions de travail...

Les impôts, eux, vont connaître une hausse importante.

La vignette auto : celle des 5 CV augmentera de 16,7% et celle des 5 à 7 CV de 20%. Quant à la TVA, si son taux reste inchangé en 1980, cela se traduira tout de même par une hausse puisqu'elle est calculée sur la base de produits qui, eux, augmenteront.

Enfin, les taxes sur le vin, la bière, les alcools et le tabac doivent augmenter entre 5 et 10%.

LUTTES OUVRIERES

ALSTHOM : ON EST LOIN DU DECOURAGEMENT QUE LE POUVOIR CHERCHE A SUSCITER

Les informations qui nous parviennent sur la grève des usines Alsthom-Unelec et Alsthom-Atlantique (ou encore Signaux) témoignent que la direction de ces trois sociétés n'est pas au bout de ses peines.

Il est vrai qu'elle a les reins solides. Derrière les différentes sociétés Alsthom, il y a en effet la puissance financière de la CGE, un des plus puissants groupes français. De plus, chacun sait que le patronat est encouragé dans la voie de l'intransigeance la plus bornée par ce pouvoir giscardien.

Pourtant, malgré les difficultés qui ne manquent pas de surgir après plusieurs jours de luttes dures, l'heure n'est pas au découragement à Belfort, ni à St Ouen, pas plus qu'à St Florent ou à Tamaris...

A Belfort, la grève a fait la preuve de sa popularité pas plus tard que vendredi dernier. Jamais, depuis des

années et des années, on avait vu tant de monde dans la rue, affirmaient les syndicalistes. De toutes les usines, les travailleurs belfortains étaient venus pour appuyer les gars de l'Alsthom. Les grévistes ont d'ailleurs reçu un soutien inattendu en la personne du magistrat chargé du référé formulé par une direction exigeant «une évacuation dans les deux heures». Le magistrat — fait exceptionnel dans ce genre d'affaires — s'est déclaré «incompétent».

On lira ci-dessous avec intérêt ses attendus les plus significatifs.

A Saint-Ouen également, la grève va de l'avant. Durant la nuit de dimanche à lundi, les grévistes étaient même particulièrement nombreux à occuper l'usine en prévision d'un coup de force de la direction. Les alentours de l'usine, abondamment décorés d'affichettes ou d'inscriptions à la peinture

témoignent d'ailleurs que l'heure n'est pas à la résignation.

Telle n'est pas exactement la situation à Vierzon et à Orléans. Dans les deux cas, une suspension du mouvement a été décidée. A Vierzon, explique un syndicaliste, «Les échecs de nombre de nos luttes passées ont émoussé la confiance des travailleurs dans leur capacité de vaincre le trust». Quant à Orléans, à l'issue d'un scrutin très serré qui s'est joué à trois voix près, il a été décidé de suspendre le mouvement.

Le fait que deux usines décident de suspendre l'action n'enlève en rien que dans nombre d'autres, comme on le lira ci-dessous, le moral est excellent.

F.M.

Alsthom Saint-Ouen Grévistes plus nombreux, mise en place d'un comité de grève

8 jours de lutte aux usines Alsthom (Unelec, Signaux, CGEE) de St Ouen : pour faire céder le trust, il va falloir tenir. Tenir l'usine face aux tentatives de la maîtrise et des cadres (qui lundi matin ont encore tenté une nouvelle attaque) est également nécessaire, et cela supposait — on s'était rendu compte dès vendredi dernier — une mobilisation importante pour l'occupation. De ce point de vue, un pas important a été franchi lundi matin, où dès six heures, on notait la présence d'un grand nombre de travailleurs dans les locaux. Cette présence beaucoup plus importante que ces

Le renforcement de l'occupation dû au patient et positif travail d'explication des syndicats ce week-end s'est concrétisé lundi matin. 70 travailleurs faisant partie des hésitants, notamment à cause de la répression ont pris leur carte de grévistes : «Cela est d'autant plus significatif du mécontentement profond, du «ras le bol», expliquait un ouvrier «qu'ils ont du passer pour franchir les portes devant la maîtrise et les gros pontes de la direction qui étaient plus nombreux que d'habitude et sont restés de 7 heures à 1 heure de l'après-midi».

Les détermination des grévistes a bien sûr aidé ces dizaines de travailleurs à franchir le pas.

D'autre part des non grévistes sont passés d'une attitude franchement hostile, à une attitude plus conciliante ; quelques uns, qui il y a peu n'auraient pas hésité à faire le coup de force, sont restés chez eux. La détermination des grévistes, répondant efficacement aux attaques de l'encadrement lié au patient travail d'application en direction du personnel non gréviste, explique l'évolution de cette frange du

derniers jours avait déjà été notée dans la nuit de dimanche à lundi («la meilleure mobilisation de nuit depuis le début de la lutte», notait un délégué syndical).

Elle a permis de repousser la nouvelle tentative des chefs de pénétrer dans l'usine par les grillages ; cette mobilisation grandissante est d'autant plus importante que parallèlement aux coups de force incessants des chefs, la direction lundi soir, assignait en référé 12 délégués CGT et CFDT !

personnel dont la direction espérait se servir comme moyen de pression.

Dernier aspect du renforcement de la grève une partie des employés des bureaux de la Savoienne ont rejoint le mouvement, après avoir effectué dans un premier temps des débrayages de soutien vendredi dernier.

LE COMITE DE GREVE CREE

Le second grand point positif de la journée de lundi concerne les mesures prises pour associer plus

largement les grévistes au mouvement, la création d'un comité de grève ; deux conceptions de ce comité s'étaient opposées ces derniers jours notamment lors des trois dernières assemblées générales où ce point fut débattu : l'une refusait que les syndicats en tant que tels, en fassent partie, position qui s'agrémentait très vite d'une position anti-syndicale tout court. L'autre conception au contraire consistait à dire que les syndicats avaient bien sûr un rôle irremplaçable et devaient participer au comité de grève en tant que

teils : en son sein, ils devaient travailler à l'unité des travailleurs et avoir un rôle moteur dans les propositions visant à renforcer la grève. C'est cette dernière position qui l'a emporté à l'assemblée générale de lundi après-midi, laquelle a exigé en outre au sein du comité de grève, la parité entre les syndicats et les représentants des travailleurs des différents secteurs ce qui permet une bonne participation des travailleurs à la lutte. Le comité de grève qui devait se mettre en place ce mardi, sera chargé de faire les propositions, l'assemblée générale tranchera en dernier ressort.

Cette forme de comité de grève avait été mise en place lors de la grève à la RATP en 1961 par la CGT. La grève fut victorieuse. Un heureux présage !

Richard FEUILLET

Alsthom Tamaris (Alès) «Nous n'allons pas nous mettre à genoux»

Qui connaît l'usine Alsthom de Tamaris ? Elle fait pourtant partie du trust Alsthom et montre une combativité exemplaire selon le représentant de l'intersyndicale qui nous raconte la lutte dans son usine.

«A partir du 3 septembre, en rentrant des congés la direction avait réduit l'horaire. On nous avait supprimé une heure trente avec perte de salaire, ce qui entraînait une diminution de salaire de 150 F par mois.

On demandait donc le rétablissement de l'ancien horaire ou mieux encore l'indemnisation de cette heure et demie non travaillée. De surcroît comme le restant du groupe nous demandons les 300 F, la 5^e semaine, etc.

DES LE 9 SEPTEMBRE, NOUS DEPOSONS NOTRE CAHIER REVENDICATIF

La seule différence, c'est que notre cahier de revendication a

nous, fut posé le 9 septembre. Nous ne voulons pas que l'on se trompe. Nous faisons parti du groupe, nous menons la même lutte, mais nous n'avons pas pris le train en marche ! Officiellement, c'est nous qui sommes parti les premiers. Chez nous la grève est quasi générale. Presque à 100 %. Dans l'usine, il n'y a que le directeur et ses 25 cadres. La CGT représente 86 % des voix aux élections professionnelles et la CFDT 14 %. L'unité syndicale est très bonne. Chez nous cela a toujours été ainsi.

Avant 1976, nous étions Alsthom, mais depuis nous avons suivi le cours, nous sommes Alsthom-Atlantique. A ce propos, il faut préciser qu'il y a un problème avec notre direction qui disait depuis plus de 10 ans «les augmentations appliquées à la maison mère, seront systématiquement appliquées à Tamaris». A cette époque la maison mère, c'était donc Belfort. Depuis nous ne sommes plus Alsthom, nous sommes Alsthom-Atlantique

et la direction dit la maison mère ce n'est plus Belfort...

«NOUS N'ALLONS PAS NOUS METTRE A GENOUX»

La direction se cantonne dans la mutisme le plus complet. De notre côté, nous travailleurs et syndicats, nous ne nous abaisserons pas, nous ne demanderons pas de négociations. Nous avons été clairs, nous voulons au minimum l'acquis de Belfort, mais en aucun cas, nous allons l'implorer pour que s'ouvre le dialogue. Nous l'avons préconisé, il n'a jamais eu lieu, nous n'allons pas nous mettre à genoux.

De toute manière, nous avons de nombreux appuis (partis de gauche, Action catholique ouvrière, et des usines d'Alès, etc) le mouvement est bien ancré. Il faut quand même le préciser, la grève a été votée à bulletin secret à 93 % ! Nous ne voterons pas avant d'éventuelles propositions. On ne peut pas voter sur rien !

LES ATTENDUS SIGNIFICATIFS DU TRIBUNAL DE BELFORT

Après s'être déclaré incompetent, le tribunal de Belfort, dans ses attendus, affirme notamment : qu'il n'y a nullement atteinte à la propriété privée comme le prétend le patron «l'ordre règne à l'intérieur des locaux dont la sécurité et la propriété sont convenablement assurés sans péril immédiat pour les bâtiments et le matériel». Le tribunal réfute aussi l'argument selon lequel le droit au travail des ouvriers opposés à l'occupation ne serait nullement respecté par les grévistes. «Il n'y a nulle urgence à faire assurer le respect de la liberté du travail de ceux qui ont participé à la consultation alors qu'ils ont manifestement entendu se soumettre à la décision majoritaire». Quant aux abstentionnistes. «En égard au désintéret affiché par eux, il ne peut être affirmé qu'il a été porté atteinte au libre exercice de leur activité professionnelle... Puisse ce jugement faire jurisprudence.

Saint-Florent (Gard)

La direction ne cède pas, les gars de l'Alsthom non plus

A Saint Florent, dans le Gard, la grève se poursuit. «Une grève illimitée», précise le syndicaliste qui répond à nos questions, «avec des piquets dissuasifs», ajoute-t-il. Cette petite usine de 160 ouvriers a arrêté le travail le 2 octobre. Selon notre interlocuteur, tout le personnel participe au mouvement, seuls 5 cadres pénètrent dans l'entreprise. Les grévistes constatent lors des collectes qu'ils organisent que la population de la région les soutient. Leurs revendications sont les mêmes que celles de tout le groupe. La direction ne se manifeste pas, «elle attend les directives de Belfort».

ROCARD ET LES PRESIDENTIELLES : LA VOIE ETROITE

Comment se faire désigner comme candidat de son parti, quand on y est minoritaire, et sans risquer de le diviser si profondément qu'il ne vous soutiendrait pas avec toute l'ardeur nécessaire ? Tel est, en gros, la quadrature du cercle que tente de résoudre Rocard, placé par les sondages comme le meilleur (ou le moins mauvais) des candidats de gauche pour les présidentielles de 1981. L'ancien secrétaire national du PSU devra manœuvrer avec habileté s'il veut améliorer sa position auprès des militants de son parti.

Au congrès de Metz, Rocard avait secoué un instant la torpeur de la salle, en se tournant vers Mitterrand pour lui lancer : « Il vous appartiendra de dire si vous êtes candidat, et, si vous l'êtes, je ne le serai pas contre vous ». Personne n'avait abordé de front le sujet tout au long des trois jours du congrès. Depuis, bien que nul ne doute du fait que Mitterrand sera candidat en 1981, celui-ci ne s'est pas encore déclaré.

Lancer dès maintenant et publiquement un appel à soutenir sa candidature serait particulièrement maladroit pour Rocard : le parti socialiste serait engagé ouvertement dans une âpre lutte interne qui laisserait subsister des divisions durables au moment des présidentielles ; le candidat alors désigné risquerait fort de n'être perçu que comme l'émanation d'une fraction de son parti, et de se trouver par conséquent discrédité dans l'opinion.

Pour l'instant, le langage est donc à la modération : pas d'attaques contre Mit-

terrand, que l'on présente même comme un « bon candidat ». Pas d'affrontements majeurs non plus sur le « projet socialiste », dont Rocard a laissé entendre qu'il le voterait, en égard au fait qu'il a subi des modifications par rapport au texte initial de Chevènement.

AGIR DE L'EXTERIEUR

Minoritaire dans son propre parti, Rocard ne peut espérer revenir rapidement à la tête du PS. Il lui faut donc, pour imposer sa candidature, passer par d'autres biais. La publication, à intervalles réguliers, de sondages lui donnant de plus grandes chances qu'à Mitterrand, concourt à ses fins. Mais l'arme peut-être à double tranchant, et on a déjà vu au congrès de Metz que les militants du PS n'appréciaient pas forcément que l'on veuille leur dicter le choix de leur tendance par des pressions extérieures.

En attendant 1981, Rocard suivra donc probablement une tactique pruden-



te : pas de critique outrancière contre la majorité mitterrandiste du PS, mais mise en avant des thèmes de « rigueur économique » qui lui sont propres, et qui peuvent rallier cet électorat flottant de centre gauche qui décidera de l'issue de la bataille.

Et si Mitterrand se présente, ce qui est prévisible, Rocard n'aura pas tout perdu : une probable dé-

faite de Mitterrand lui permettrait de faire progresser dans son parti ses idées contre les « archaïsmes » qui auraient fait perdre les élections à la gauche, une fois de plus. Pour Mitterrand, qui aura 65 ans en 1981, ces élections présidentielles seront sans doute les dernières. Rocard a plus de temps devant lui.

François NOLET

● Baisse passagère du chômage

Il y avait, fin septembre, selon l'ANPE, 1 423 900 demandeurs d'emplois, ce qui correspond, en chiffres corrigés des variations saisonnières, à une baisse de 3,6% par rapport à août. De telles baisses du nombre de demandeurs d'emploi avaient déjà été enregistrées pour les mois de septembre 1977 et 1978 : elles résultent de la mise en place des « pactes pour l'emploi », qui se traduisent sur les statistiques par une baisse du nombre des chômeurs, même si les chômeurs ainsi momentanément employés n'ont aucune garantie de stabilité d'emploi à l'issue du stage. Les experts pensent que la tendance à la baisse relative du nombre de chômeurs pourrait se poursuivre encore quelques mois, mais qu'elle s'inversera dès janvier.

● Elections municipales à Aix-en-Provence

Quatre listes ont été déposées pour l'élection municipale du 21 octobre, consécutive à l'annulation par le Conseil d'Etat des élections précédentes, elles-mêmes consécutives à l'annulation de l'élection de mars 1977. La droite est divisée, présentant deux listes, l'une patronnée par le radical André Joissains, l'autre « apolitique », dirigée par Pierre Vidal. La gauche est laborieusement parvenue à présenter une liste commune, conduite par le socialiste Jean-François Picheral. Une quatrième liste défendra les couleurs des homosexuels.

● Procès en appel d'une inculpée du 23 mars

Agnès Lutman, inculpée à la suite des incidents du 23 mars d'infraction à la loi anti-casseurs, avait été, après expertise psychiatrique, condamnée à 6 mois de prison avec sursis, avec obligation de suivre pendant trois ans un traitement psychiatrique. Refusant de voir psychiatriser son cas, elle a fait appel et comparait mercredi 17 octobre devant la cour d'appel.

RECTIFICATIF

L'omission de deux mots a rendu incompréhensible la « brève » intitulée « Manifestants en flagrant délit » en dernière page de notre édition d'hier. Il fallait lire, dans le com-

muniqué des physiciens : « Ils sont inculpés sur la base unique des témoignages des policiers, dont l'affaire du 23 mars a montré qu'ils pouvaient être fragiles, inconsistants, incohérents ».

Le livre que vient de publier Jeannette Thorez-Vermeersch, « Vers quels lendemains ? » n'est pas un livre mineur, contrairement aux apparences. Venant de la part de la veuve de Thorez, démissionnaire du bureau politique du PCF en 1968, parce qu'elle soutenait inconditionnellement l'intervention russe à Prague, on pouvait s'attendre à un ouvrage essentiellement tourné vers le passé, pleins de souvenirs ou de propos aigris. En réalité, on a affaire à 200 pages politiques, qui constituent certainement la critique la plus complète de l'« eurocommunisme »... telle que peuvent la faire les éléments prosoviétiques dans le PCF. De ce point de vue, il faut remonter à un fameux article paru dans la revue soviétique « Temps Nouveaux » en 1977 pour trouver une pareille charge contre les tenants de l'« eurocommunisme », qu'ils s'appellent Carillo, Berlinguer, Marchais ou Elleinstein.

Aucun doute n'est plus possible pour Jeannette Vermeersch : Elleinstein est un « révisionniste ». Et comme il est défini comme étant l'« éclairé » de la politique de la direction du PCF, il s'en faut de peu pour que Marchais et les autres ne soient eux-mêmes défini comme révisionnistes...

Les motifs d'une telle définition ne manquent évidemment pas. Sur les quelque 200 pages que compte l'ouvrage, plus de la moitié sont consacrés à un inventaire assez exhaustif des renoncements des PC français, italiens et espagnols.

UNE VIOLENTE CRITIQUE DE L'«EURO- COMMUNISME»...

Jeannette Vermeersch rompt ainsi des lances avec Berlinguer sur sa défense du système occidental (n'a-t-il pas déclaré que « le système occidental créé moins d'obstacles pour la construction du socialisme dans la liberté ») ou sur son éloge de l'austérité, conçue comme « le levier d'une transformation profonde de toute la société vers plus de justice, dans l'intérêt des travailleurs et de la Nation ». Elle dénonce les errements de Carillo qui voit dans le marxisme-léninisme une

LES LENDEMAINS PRO-SOVIETIQUES DE JEANNETTE VERMEESCH

Dans son dernier livre, la veuve de Thorez s'en prend au « révisionnisme » des PC occidentaux

« référence mythique et dépassée », ou encore ses réticences quand à la notion de parti, auquel il voudrait substituer « une nouvelle formation, nouvelle dans ses structures, comme une sorte de mouvement travailliste révolutionnaire ». Elle s'attaque aux thèses du 23^e congrès du PCF sur « l'exigence de démocratie universelle » en posant la question de la nature de classe de la démocratie — bourgeoise ou prolétarienne —. Elle s'en prend aux théories fumeuses d'Elleinstein et de quelques autres selon lesquelles « l'Etat et ses différents appareils deviennent de plus en plus le lieu et l'enjeu de la lutte des classes ». Elle dénonce la myopie de son parti face aux manœuvres du PS, en l'accusant d'avoir pratiqué une politique d'alliance au sommet, alors qu'elle aurait voulu, elle, un programme commun d'action.

Multipliant les références aux auteurs marxistes, et en premier lieu Marx, Engels et Lénine, la veuve de Thorez parvient finalement et facilement, à démontrer que Marchais, Berlinguer, Carillo et les leurs tourment le dos au marxisme.

...AU PROFIT D'UNE DEFENSE INCONDITIONNELLE DE L'URSS

Mais il ne s'agit là que de la surface des choses. La vraie question est ailleurs, elle se résume dans le fait de savoir pourquoi on dénonce la politique du PCF, de quel point de vue on part, et quels intérêts prend-t-on en compte.

Aucune ambiguïté n'est possible quand au point de vue adopté par Jeannette Vermeersch : il s'agit pour elle, inconditionnellement, de s'aligner sur l'URSS et ceux qui la dirige. Il faut

lire les pages surréalistes qu'elle consacre à la constitution soviétique adoptée en 1977, il faut lire les pages qui sous couvert de défense de « l'internationalisme » réclame un alignement complet des PC européens sur Moscou.

Ce n'est pas dans la Pravda qu'on lit que « Chtcharanski entretien des relations avec les services secrets de puissances étrangères », c'est dans le livre de Vermeersch. Ce n'est pas Brejnev qui dit que « les dissidents soviétiques ne sont pas poursuivis pour délits d'opinion, ils sont poursuivis pour atteinte aux lois socialistes », c'est la veuve de Thorez. Quand à la Chine, elle est dénoncée comme « menant une politique impérialiste de grande puissance »...

La défense inconditionnelle de l'URSS, même dans ce qu'elle a de plus grossier, éclaire mieux la

logique interne du livre de Vermeersch. « L'eurocommunisme », n'y est présenté comme « révisionniste » qu'en tant qu'il entre en contradiction avec la politique de Moscou. Le reste ne vient qu'en illustration. A preuve le fait que la dégénérescence n'est située qu'à partir des années 1970.

On peut s'interroger sur l'impact d'un tel livre. Sans doute sera-t-il faible, si l'on se réfère au relatif isolement dont font preuve les pro-soviétiques au sein du PCF. Il n'en reste pas moins qu'il y a là le signe tangible d'importantes contradictions internes aux différents partis révisionnistes occidentaux.

N. DUVALLOIS

* Vers quels lendemains ? De l'internationalisme à l'eurocommunisme

Editions Hachette - Essais

LUTTES OUVRIERES

DANS LE VAL-DE-MARNE, LES LUTTES D'ENTREPRISES SE MULTIPLIENT

● Agitation en ce moment à l'imprimerie Del Duca, provoquée par des licenciements qui se profilent. Les syndicats ont fait des tableaux pour la cantine et ils envisagent des actions originales avec les travailleurs d'autres entreprises du Livre, dans le style opérations coup de poing que la CGT Val de Marne affectionne. La première participation des travailleurs de Del Duca sera leur présence au meeting de l'imprimerie Chaix sur la situation de l'imprimerie dans la région parisienne.

● Mercredi 10 octobre, 200 travailleurs ont manifesté à la SOGARIS de Rungis à l'appel de l'UL CGT et des syndicats des douanes pour le respect des libertés syndicales et la satisfaction des revendications.

● Euroviv à Orly : 2600 francs mensuel pour 48 heures de travail : des mutations de poste sans avis préalable. Il n'en fallait pas plus pour que les travailleurs de la société de conditionnement et d'approvisionnement alimentaire Euroviv se mettent en grève : « Accordez-nous une augmentation mensuelle de 200 francs, le troisième mois à 100% et l'assurance que le dimanche restera chômé et nous reprenons immédiatement le travail », ont précisé les délégués CGT à la direction, qui n'a pas répondu à ce jour. Les délégués ont décidé d'occuper les locaux de l'entreprise.

o Les jockeys d'AVIS, société de location de véhicules, ont décidé de mettre pied à terre, ce qui signifie que le personnel de cette société américaine a cessé le travail. A l'origine du conflit 41 heures par semaine, pas ou peu de dimanche, 2600 francs de salaire net, un rythme de travail qui conduit dangereusement à faire de ces employés des pilotes de formule 1 sur les voies de l'aéroport où la vitesse est pourtant limitée à 40 kilomètres heure. Mardi après-midi, la direction de l'entreprise restait sourde aux revendications. Aussi la grève continuait-elle comme l'expliquaient les travailleurs qui ont décidé d'occuper les locaux du garage en attirant l'attention des clients sur le fait que les véhicules loués actuellement ne sont ni préparés ni révisés. Cette décision a été prise alors que la direction embauchait un nouveau personnel pour briser le mouvement.

o La SELS : pas de réfectoire, pas de douche, pas de sanitaires, pas de prime de transport, pas de prime de panier, aucune fourniture de bleus, de gants, de chaussures de sécurité, 60 heures par semaine, un salaire de misère donné selon le bon vouloir du patron et sur lequel est retenue toute dégradation du matériel même si le gars n'y est pour rien : il ne s'agit pas d'un extrait de Zola mais la réalité quotidienne vécue par les salariés de la Sels, 13 rue de la Baignade à Vitry, société qui s'occupe de dépannage, du ramassage de véhicules destinés à la fourrière. Trop, c'est trop et la majorité des salariés ont décidé de se mettre en grève. La réponse du patron : 5 licenciements. Mercredi soir, la direction annonçait un premier recul sur 4 licenciements. La lutte se poursuit.

Correspondant VITRY

le quotidien du peuple

- Directeur politique Charles Villac
- Rédacteur en chef et section luttes ouvrières Gérard Privat
- Rédacteurs en chef adjoints Marc Levigan, Fabien Vaudois, Jean Lernet
- Section politique Nicolas Duvallois
- Section internationale Jean-Paul Gay
- Section informations générales Monique Chéran
- Secrétaire de rédaction Hélène Roussillon

Le Quotidien du Peuple
Adresse Postale BP 225 75 924 Cédex 19
Crédit Lyonnais Agence ZU 470 Compte N°668 J
CCPN°23 132 48 F - Paris
Directeur de Publication : Y. Chevet
Imprimé par IPCC - Paris Distribué par les NMPP
Commission Paritaire : 56 942

DURCISSEMENT ENVISAGE AUX ARDOISIÈRES DE TRELAZE (Angers)

Il y avait foule vendredi matin (le 12 octobre NDLR) au puits des Grands-Carreux où se réunissaient tous les ardoisiers du bassin de Trélazé quand ils sont en grève. Beaucoup commentaient l'attitude intransigeante des patrons la veille face aux délégués.

Beaucoup d'ouvriers étrangers notamment des Turcs, sont aussi là. L'assemblée générale commence dans le grand atelier de rondissage. D'abord le délégué CGT, au nom de l'intersyndicale de l'ensemble des puits de Trélazé, prend la parole pour résumer la situation. « Rien n'a avancé. Pour l'amélioration de la mensualisation, principal point d'achoppement, les patrons ont dit qu'ils ne fermaient pas la porte, mais qu'il leur fallait suffisamment de temps de recul pour qu'elle se mette en place ! Si ce n'est pas possible d'amener la di-

rection à discuter, il faut envisager un durcissement de la lutte ».

Un autre délégué CGT reprend ces arguments, mettant en relief le cynisme des ardoisiers qui voulaient mettre en place des mesures répressives pour diminuer le taux d'absence. Il affirme surtout qu'il faut trouver des tactiques nouvelles dans les grèves et qu'il faudra sûrement envisager l'occupation des chantiers.

Les ovations fusent dans les ateliers. Le vote étant inutile, les ardoisiers, sur proposition des délégués, se dirigent vers les bureaux du puits des Grands-Carreux pour montrer leur détermination aux patrons.

A l'issue de ce rassemblement, nous avons demandé à trois ouvriers ardoisiers, dont un est délégué syndical de FO, de nous livrer leurs premières impressions sur cette grève.

Table ronde avec des grévistes

Réalisée le 12 octobre par notre correspondant d'ANGERS

Quel bilan tirez-vous de cette première étape de la lutte ?

- D : Actuellement, on dirait que le patronat cherche à nous provoquer ; c'est lui qui nous pousse à nous mettre en grève. De toute façon, on n'a jamais rien eu sans mouvement. Quant à nos revendications, il faudra bien obtenir la suppression du délai de carence en cas de maladie (c'est-à-dire que les ardoisiers exigent d'être indemnisés dès le premier jour d'arrêt de maladie, et non à partir du quatrième).

Je crois bien qu'ils essaient de faire pourrir le mouvement. Si les ardoisiers sont malades, c'est quand même bien, la plupart du temps, à cause des patrons qui nous imposent des cadences de travail trop élevées.

- J-F : Pour moi, l'absentéisme est bien lié à la « rémunération-marchandage », c'est-à-dire au salaire au rendement.

- J : Moi, j'ai 37 ans de carrière. Autrefois, quand on manifestait, on obtenait quelque chose. Aujourd'hui, on dirait qu'ils se foutent de nous, peut-être à cause du chômage. Ils jouent sur le fait que les places sont chères pour te faire taire en se montrant de plus en plus intransigeants.

Quelle place occupe la question des cadences dans vos préoccupations ?

- D : Le patronat ardoisier a toujours essayé de forcer la cadence. Dans la période, il force la productivité car il y a beaucoup de commandes.

- J-F : Ils entretiennent la compétition entre les ateliers. Par exemple, si un atelier fait 38% de bonification et un autre 40%, ils se baseront sur ceux qui font 40% et ils pousseront les autres à dépasser ce chiffre.

- D : Les rendements sont pris sur les plus forts. Il y a des jeunes qui sont arrivés aux ardoisiers récemment. Je me demande comment ils vont y arriver avec les rendements qu'il y a. En plus, c'est une honte, avec le travail qu'on fait, de toucher les salaires qu'on a (un fondeur gagne en moyenne 2 300 F par mois).

- J-C : C'est sûr, ce qui divise les gars chez nous, c'est le salaire à la tâche. Il n'y a qu'à voir comment les contremaîtres nous poussent à faire toujours plus dans une équipe ; cela crée des tensions entre les gars. Quand je suis rentré, tu apprenais en trois ans toutes les opérations sur l'ardoise. Mainte-

nant, tu apprends le boulot en trois mois. Ils nous poussent aux cadences tout de suite ; ce n'est pas possible de s'intéresser à son métier, dans ces conditions là.

Que pensez-vous de la mobilisation effectuée par la grève ?

- D : Quoi qu'il arrive, on ne peut pas reprendre les mains vides. Si cela continue, il faudra que la population soit vraiment au courant de ce qui se passe. On doit prendre des décisions en intersyndicale.

- J-F : Ce qui est intéressant dans cette grève, c'est qu'il y a toutes les catégories d'ouvriers, qui avant ne suivaient pas toujours ; ils commencent maintenant à réagir en masse. La manifestation de l'autre jour a été vraiment bien suivie. Il reste à savoir, lorsqu'on parle de durcissement de la grève, sous quelle forme on va le faire. Il faudrait quelque chose qui motive les gars à rester sur les chantiers.

Que représente la mensualisation pour vous ?

- D : Il y a plusieurs étapes : d'abord la suppression du délai de carence, délai qui essaye de nous

dissuader de nous soigner. Il y a des choses dans la mensualisation qui doivent être appliquées immédiatement, d'autres qui ne sont pas contenues dans le cahier de revendications, comme l'augmentation des salaires de base. Pour l'instant, il y a une très grosse partie du salaire qui dépend du rendement.

- J-F : Il y a aussi le problème du paiement de la pierre. Actuellement, on ne paie pas la pierre que l'on travaille. Quand on reçoit une palette de douze blocs, le poids est indiqué. On fait plusieurs opérations sur ce bloc : dégrossissage, fondage ; tu ne t'aperçois des défauts de la pierre qu'une fois l'ardoise terminée. Donc le temps que tu as passé pour sortir tant d'ardoises n'est pas payé. De surcroît, il y a de plus en plus de mauvaises pierres, ce qui fait que tu es obligé de travailler de plus en plus vite pour obtenir le même rendement.

- J-C : C'est pourquoi on demandait le paiement de la pierre, ce qui aurait pour but de diminuer la course au rendement. C'est une revendication à inscrire au cahier, ce que les délégués n'ont pas toujours compris.

CENTRALE DE TRICASTIN

SABOTAGE OU PROVOCATION ?**Ce qu'en pense un responsable de la CFDT de Valence**

Le week-end dernier, une information a été largement diffusée par les organes de presse : la centrale de Tricastin sabotée, la mise en service des réacteurs 2 et 3 retardée de deux mois !

En effet, vendredi, la direction de la centrale de Tricastin publiait un communiqué faisant état d'un arrachage et d'un sectionnement des tableaux d'alimentation électrique des réacteurs 2 et 3 en cours

D'emblée, il nous a indiqué qu'il lui semblait « que cette affaire a été montée de toutes pièces ». Par qui ? « par la direction ». Pourquoi ? « Pour minimiser le mouvement qui est engagé sur les problèmes du nucléaire ». Comment ? « Lorsque nous avons demandé la réunion des CHS (Comité Hygiène et Sécurité), il a été découvert un certain nombre de choses, notamment une certaine quantité de câbles, effectivement à changer. Des câbles qui rentrent dans le cadre du contrôle et qui contribuent à la sécurité et au maintien en état du réacteur en service (Tricastin 1). Au cours de ce contrôle, il a été déterminé qu'il y avait des câbles à changer, en quantité qui me paraissait d'ailleurs importante. J'ai peur que ce soit cela qui a été transformé en « sabotage des câbles ». Ainsi donc, des câbles entiers étaient foutus, il fallait les

changer, alors pourquoi ne pas utiliser cela pour invoquer « un acte de malveillance » ? Ainsi donc, ces cerveaux qui s'ingénient à camoufler chaque jour les diverses pannes survenant sur les réacteurs, qui à coup de communiqués apaisants tentent de minimiser chaque avarie, ces cerveaux auraient mis au point une belle provocation ! L'opposition des travailleurs du nucléaire au chargement en combustible de la centrale de Tricastin tant que des contrôles sérieux n'auront pas été pratiqués, doit être sacrement forte pour qu'ils en viennent à monter en épingle une vulgaire réparation de câbles hors d'usage et bons pour la ferraille !

Néanmoins, cette affaire est grave. Annoncer qu'un sabotage a pu être effectué dans la centrale, cela revient évidemment à affirmer que les travailleurs

de construction sur le site de cette centrale. Ces réacteurs devaient être mis en service en mars et octobre 1980. Cette affaire est plus que louche. Comme, en effet, ne pas constater que cette « révélation » arrange au plus haut point nos responsables de la course au nucléaire ? Nous avons joint M. Dassevinay, secrétaire National CFDT des Centres EDF, à Valence.

du nucléaire ne sont que des vandales. Or, quand il y a plusieurs jours, les travailleurs de Tricastin étaient en grève, c'était tout simplement pour s'opposer à un éventuel chargement du réacteur n° 1. Cette grève, pour la sécurité, n'a jamais eu d'autres objectifs. Que vise donc un prétendu sabotage des installations des réacteurs 2 et 3, si ce n'est, comme l'affirme M. Dassevinay de la CFDT de Valence, à discréditer le mouvement et les revendications des travailleurs du nucléaire ?

Nous avons demandé par ailleurs à M. Dassevinay de nous indiquer où en étaient les contrôles sur les pièces fissurées du réacteur. « Oui, des contrôles peuvent être faits, c'est vrai. Mais les plus importants, qui sont dans les congés des tubulures, ceux-là ne sont pas faisables. La Direction pourra

nous dire ce qu'elle voudra, on peut lui prouver — et elle le sait très bien d'ailleurs — que les contrôles à ces endroits-là, et, je le répète, ce sont les plus importants, il n'est pas possible de les faire. Nous n'avons toujours pas les appareils adéquats actuellement, nous avons simplement un palpeur, et cet appareil ne peut pas aller dans les congés des tubulures ».

Notons que les contrôles opérés actuellement sont effectués par Framatome et non pas par des agents et techniciens EDF. En fin de semaine, doit se tenir une nouvelle réunion du CHS et nul doute qu'à cette occasion, l'EDF pourra prétexter de quelques contrôles pour décider de demander le feu vert pour le chargement en uranium.

Michel BERTEL

Le président d'EDF à TF1 : Les fissures, «là où on en a trouvé, ce n'est pas grave, là où ce serait grave, on n'en a pas trouvé...»

Marcel Boiteux, Président de l'EDF, depuis trente ans membre de sa direction, était l'invité de l'émission « Questionnaire » : lundi soir sur TF1. Bien élevé, il n'était pas venu les mains vides, dès le début de l'émission, il a sorti de jolis échantillons de fissures ! Comme vous pouvez le voir, on ne nous cache rien !

Pendant une heure, le Président d'EDF a, c'est le cas de le dire, soufflé le froid et le chaud : sur les fissures des centrales nucléaires, sur le programme nucléaire, sur les possibilités de panne électrique cet hiver...

D'abord les fissures. Bien sûr, il y en a. Mais ce n'est pas très grave, elles sont si petites, « toutes petites fentes invisibles à l'oeil nu » ! Bien sûr, si elles grandissaient, si l'eau arrivait à rentrer en contact avec le métal noir, ça deviendrait dangereux. Bien sûr, le fait que l'acier se dilate et se contracte au gré du cycle thermique peut favoriser l'évolu-

tion de ces fissures. Mais d'après M. Boiteux, on est tranquille pour un demi-siècle en ce qui concerne les cuves tubulaires. Bien sûr, il reste le problème « assez embêtant » du « nez » de la tubulure, car là, il y a une « tension assez grande ». Mais par chance, on n'a pas trouvé de fissures sur le « nez » des tubulures... Remarquez, on n'a pas les appareils qui permettraient de les trouver... En conclusion, une belle formule : « Là où on en a trouvé, ce n'est pas grave, et là où ce serait grave, on n'en a pas trouvé ! »

Toute cette histoire, en fin de compte, c'est la faute des syndicats, qui ont fait un événement de ce qui n'en était pas un. Un jour, « un syndicat a décidé qu'il y avait matière à faire une conférence de presse », et tout a commencé...

Les conséquences du retard du chargement ? Non, aucune pour cette année, puisqu'il aurait fallu que les réacteurs de Tricastin et de Gravelines

aient été chargés il y a un an. Mais attention à l'année prochaine, il risque d'y avoir pénurie...

De toutes façons, dès cette année, il y a des risques de coupure d'électricité. Mais « Si vous faites un effort, nous passerons ». C'est que la marge de sécurité est insuffisante, que le programme nucléaire a un an de retard... Il faut donc accélérer.

Le nucléaire d'ailleurs ne pose qu'un problème, ce-

3 MOIS FERME FIN DU PROCES ET CONDAMNATION DES TROIS INCULPES

Fin du procès et condamnation des trois inculpés pour « déparage et jets de pavés sur les policiers » à l'issue de la manifestation pour les obsèques de Pierre Goldman. Les trois policiers, venus à la barre

lui de la dissémination possible des armes nucléaires. Pour Monsieur Boiteux, il n'est ni polluant, ni dangereux. Et vous voyez vous revenir au seuil à charbon ?

Pour conclure, Marcel Boiteux a déploré la détérioration de l'image de marque d'EDF : « la campagne antinucléaire a entamé notre image, il reste toujours quelque chose de calomnie... » Etonnant tout de même...

Monique CHERAN

pour témoigner, n'ont pu évidemment continuer leurs assertions : le dossier était vide, de très nombreux témoins ont défilé à la barre et indiqué « qu'il n'y avait eu aucun incident... » Sans accéder à la demande du policier-justicier, les flagrants délits ont rendu la justice : 3 mois de prison pour deux inculpés et 3 mois avec sursis pour le troisième.

Val-de-Marne

Nouvelles de l'enseignement technique

● A Nogent-sur-Marne, grève des enseignants pendant deux jours contre le refus de la directrice de communiquer leurs appréciations à deux auxiliaires.

● Au Kremlin-Bicêtre, cité scolaire Darius Milhaud, grèves et manifestations contre le licenciement d'un agent de service, licencié par le proviseur pour « manque d'initiative et d'ardeur au travail ». Ce travailleur délégué du personnel CGT s'était en fait battu l'an dernier pour que les femmes de service ne travaillent pas le samedi après-midi. Ce licenciement est intervenu le 3 octobre. Le jeudi 4, une délégation se rendait au rectorat. Devant la réponse négative une AG était convoquée. Une soixantaine d'enseignants y participaient. La majorité votait la grève illimitée pour la réintégration de Monsieur Rodriguez. Majorité bien courte, il est vrai, de deux voix. Les lycéens se mettaient à leur tour en grève ? Le lundi 8 et le mardi 9, deux manifestations de 300 à 350 personnes se rendent au rectorat. Pour la première fois cette année une bousculade a lieu. Les grilles sont ouvertes de force, des coups sont échangés avec les vigiles. Le rectorat recule et parle de la convocation d'une nouvelle commission paritaire. De fait il joue sur le pourrissement, sur le fait que seule une minorité d'enseignants est décidée

à aller jusqu'au bout (notamment la section du SNETP CGT). Des classes terminales sortent un tract demandant la reprise des cours. L'association des parents CORNEC salue la lutte mais espère la reprise des cours. Le SNES œuvre pour la reprise des cours. Le jeudi 11, un meeting dans la cité scolaire voit une intervention virulente du secrétaire de l'UL CGT. D'après lui, « il faut reprendre les cours car la grève aggrave le sort des élèves issus des couches populaires, la grève est manipulée par les gauchistes... ». Des réactions violentes ont lieu notamment parmi les cégétistes présents. Il est à craindre que les cartes volent... Certes si la grève devenait minoritaire, il aurait fallu proposer de nouvelles initiatives capables de remobiliser dans l'unité, peut-être reprendre son souffle, élargir la popularisation dans l'optique d'une action de longue durée. Il n'empêche que cette brutale intervention est allée dans le sens de la division. Une nouvelle réunion syndicale unitaire devait avoir lieu pour examiner la situation. Cette lutte semble faire tâche d'huile, des mouvements d'élèves ont eu lieu à Chéroux et à Jean Macé à Vitry en solidarité à Darius Milhaud. Des élèves de Jean Macé sont même partis massivement en manifestation mardi.

Corresp. VITRY

LOIS RACISTES DEVANT LE SENAT

C'est ce jeudi que le Sénat doit examiner le projet de loi Barre-Bonnet sur les conditions d'entrée et de séjour en France des travailleurs immigrés. Ce projet de loi, présenté devant l'Assemblée le 30 mai dernier, avait été adopté en première lecture. Puis, il avait atterri sur le bureau du Sénat, en même temps d'ailleurs que le projet de loi Stoléru-Boulin, celui qui vise ni plus ni moins à expulser de France 200 000 travailleurs par an. C'est seulement le projet Barre-Bonnet que les sénateurs examineront ce jeudi, repoussant l'examen du projet Stoléru après le vote du budget fin novembre.

En ce qui concerne la loi réglementant les conditions d'entrée et de séjour en France des travailleurs immigrés, le texte gouvernemental a été quelque peu atténué avec son passage devant l'assemblée. La mouture du gouvernement conditionnait le renouvellement du titre de séjour par l'acquiescement d'impôts. De plus, ce projet prévoyait que les étrangers devaient au moment de leur entrée en France justifier « de moyens d'existence suffisants ».

Cela a été supprimé et remplacé par « des garanties de rapatriement suffisantes ». Le prix d'un billet d'avion, en somme... Ce que les députés s'étaient bien gardés de modifier, c'est la scandaleuse disposition comme quoi l'entrée en France serait interdite à toute personne susceptible de « troubler l'ordre public ». Messieurs les sénateurs vont donc examiner à la lumière de la constitution si ce texte de loi est bien conforme à celle-ci.

Mardi à Paris : inauguration d'une plaque commémorative en hommage à Zhou Enlai

60 ans au service de la révolution et de la paix

Mardi 16 octobre à 16 heures, le président Hua Guofeng inaugure une plaque à la mémoire de Zhou Enlai, au 19 de la rue Godefroy à Paris, là où le dirigeant révolutionnaire, mort en 1976, a habité au début des années 20.

A la fois étudiant et ouvrier, Zhou Enlai organisera en février 1921 une manifestation à Paris pour protester contre la suppression de l'aide financière accordée par l'ambassade de Chine, puis à Lyon, où il est d'ailleurs incarcéré. Expulsé de France, il y revient clandestinement par le même bateau, déguisé en marin. En 1922, il prend contact avec le PCF, avant de rentrer à Canton en 1924.

A l'occasion de l'inauguration d'une plaque en son nom, il n'est pas inutile de revenir sur la personnalité de cet homme qui a servi de tout son cœur et de toute son intelligence la cause de son pays et de la révolution.

Quand la mort le frappe à l'âge de 78 ans, Zhou Enlai a derrière lui soixante années d'activités révolutionnaires multiples et inlassables. Soixante années ne qui sont aussi celles du peuple chinois en marche vers son émancipation.

JUSQU'À LA LIBÉRATION DE LA CHINE EN 1949

Il sera d'abord le jeune étudiant qui cherche sa voie en 1919 dans la floraison du mouvement démocratique du 4 Mai, le voyageur en route pour la France où il séjourne de 1921 à 1924. Puis, après son entrée au Parti communiste, le dirigeant de l'insurrection ouvrière de Changhaï, noyée dans le sang en 1927, l'homme traqué dont la tête est mise à prix par le Kuo-

mintang, le compagnon de la Longue marche en 1935-1936.

Le négociateur avec le Kuomintang lors de l'incident de Sian (1) en 1936, le soldat des armées de Libération, un de ses principaux chefs jusqu'à la victoire en 1949.

APRES 1949

Dans la nouvelle Chine, il deviendra ministre des affaires étrangères puis premier ministre, dirigeant les affaires de l'Etat et la diplomatie. Les difficiles négociations avec Moscou en 1950, la Conférence de Bandung (1955) où toute une partie du tiers monde s'exprime pour la première fois à l'unisson, le rétablissement des relations diplomatiques avec les USA et le Japon, contraints de reconnaître le poids international de la Chine

socialiste, tous ces événements de portée mondiale sont marqués de son empreinte.

Plutôt qu'un « Talleyrand dans le rôle de Richelieu » comme s'est complu à le dépeindre Alain Peyrefitte, Zhou Enlai fut le serviteur infatigable de la cause du socialisme et de la paix, un révolutionnaire expérimenté et courageux jusqu'à son dernier souffle.

Page commune HR-QDP réalisée par Claude LIRIA

(1) En 1936, deux généraux patriotes du Kuomintang arrêtent Tchang Kai-Chek qu'ils accusent de trahison dans la lutte contre les Japonais. La population réclame son exécution. Zhou Enlai négocie alors pour obtenir la libération de Tchang Kai-Chek, à condition que celui-ci s'engage à cesser ses attaques contre les communistes et reprenne la lutte contre l'impérialisme japonais.

L'hommage de l'ancien ambassadeur de France à Pékin

Au lendemain de la mort de Zhou Enlai, sous le titre *Le patricien en sandales*, Etienne Manac'h, ambassadeur de France à Pékin de 1969 à 1975, lui rendait cet hommage émouvant : « Je ne ferai pas de Chou En-Lai le portrait froidement objectif que les historiens dessinent dans les livres pour la mémoire de nos petits enfants (...). Puisqu'il est question de jugement sur les hommes, voici la lamentable scène que Chou En-Lai nous a un jour racontée : c'était à Genève, en 1954, lors de l'ouverture de la conférence sur l'Indochine. Le premier ministre chinois, apercevant John Foster Dulles, s'avance en toute simplicité vers lui. C'était la première fois, depuis 1949, qu'un ministre chinois rencontrait un ministre américain. L'homme de Pékin va, la main tendue, vers l'homme de Washington. Ce dernier lui tourne brusquement le dos et s'écarte. Où est l'élégance et où est la courtoisie ? Chou En-Lai, marchant dans de pauvres sandales, gardait une allure de patricien.

(...) L'héritage est là : la Chine est debout et ne se couchera pas. Son peuple est l'un des plus éveillés de la terre et ne s'endormira plus. Son socialisme, invention qui n'a pas de modèle, est une incessante recherche.

L'homme qui vient de mourir était un homme complet. Son aventure a été faite de toutes les difficultés de l'existence et d'une somme étonnante de périls et d'inquiétudes, mais cette aventure n'a pas été subie, elle a été recherchée, choisie et vécue comme une marche vers une destinée supérieure pour les hommes. L'exemple débordé les frontières de la Chine. Le monde entier, et surtout les gens pauvres et fiers, ne peuvent plus que pleurer cette grande ombre modeste et fraternelle ».



Zhou Enlai au cours de la Longue Marche.

je pense que vous l'affirmez tous. Mais se débarrasser de choses arriérées, tout en faisant des progrès n'est pas facile. La pensée d'une société féodale de plusieurs milliers d'années est gravée dans l'esprit des gens et c'est ainsi que s'expliquent les habitudes de l'ancienne classe (...)

A une question de Hinton sur le culte de la personnalité de Mao Zedong, au cours de la révolution culturelle, Zhou Enlai répond : « La pire chose, celle que le président Mao aimait le moins, a été la manière de procéder par déclarations absolues, la manière de penser et de parler absolue. Par exemple, l'utilisation des « quatre grands » : grand pilote, grand leader, grand professeur, commandant en chef suprême - à propos de Mao Zedong (...). Et puis il y a le slogan « établir l'autorité absolue de la pensée de Mao Zedong ». Ce slogan est complètement erroné. Comment pourrait-il y avoir toujours une autorité absolue ? Mao Zedong peut être une autorité sur certaines questions, mais en ce qui concerne les questions qui ne relèvent pas de sa compétence, comment pourrait-il être une autorité à leur sujet ? Il y a aussi une question de temps. Il y a tout le futur à considérer. Vous pouvez être une autorité aujourd'hui, mais cela signifie-t-il que vous serez une autorité demain ? Si l'on fait de la pensée-maozedong un absolu, comment y aurait-il un quelconque développement ? Une telle théorie généralise tout progrès social. C'est tout à fait erroné. Nous finirons par nous mettre dans une position de passivité.

De plus, une autorité peut seulement être reconnue et soutenue par les masses qui en éprouvent la validité à travers la lutte. Comment un individu peut-il décider d'une autorité ? Elle peut seulement provenir de la lutte des masses. Toutes ces idées sur l'établissement d'une autorité absolue sont fausses.

Puis il y a tous ces portraits et ces statues de Mao Zedong qui ont été installées partout, sans souci de l'époque et des circonstances (...)

Le président Mao et Edgar Snow ont plaisanté à ce sujet. Mao a dit : « Regardez-moi debout en plein vent et balayé par la pluie. Que je suis pitoyable ! » Et Snow répondit que lui non plus ne pouvait pas imaginer pourquoi Mao devait rester debout tout seul dans le vent. (...)

Il y a trop de statues. Il faut les enlever. Comme vous l'avez vu, à l'intérieur de l'Assemblée du peuple, elles ont été enlevées ».

Interview de Zhou Enlai en 1971

EN 1971, un an avant la visite de Nixon en Chine, Zhou Enlai accorda plusieurs entretiens à des Américains amis du peuple chinois. Voici des extraits de ses entretiens avec le président de l'Association d'amitié Amérique-Chine, William Hinton à cette époque. Que ce soit sur l'état écono-

mique réel de la Chine ou sur la question de Mao Zedong, Zhou Enlai exprime un point de vue dépourvu de triomphalisme ou de croyance aveugle. A une affirmation de Hinton sur les grands progrès réalisés, il répond, volontairement provocateur : « Avez-vous jamais entendu parler de la vieille méthode utilisée pour la naissance, toujours en pratique dans quelques régions du Shansi ? Avez-vous fait une enquête là-dessus ? Au Shansi, quelques personnes suivent toujours une très vilaine coutume : lorsque la jeune femme a accouché, elle doit se tenir droite sur le Kang, elle n'est pas autorisée à manger quoi que ce soit et doit rester assise très droite. De nombreuses femmes se sont esquivées le dos de cette façon. Au cours de la naissance, une femme a déjà perdu beaucoup de forces, mais en plus au Shansi, elle ne peut rien manger de nourrissant, même pas du lait de soja, et évidemment, encore moins un œuf ou deux. On lui donne seulement un peu de riz ou du gruau de millet. Vous n'avez jamais entendu parler de cela ? Alors, vos enquêtes ne sont vraiment pas très approfondies (...). »

Carma Hinton : « Les gens

pourraient dire que nous recherchons les insuffisances.

— Voilà maintenant que vous devenez trop sensible. Après tout, il y a des milliers et des milliers de phénomènes arriérés mais la façon dont on les considère n'a aucune importance. La société chinoise avance. Ceci,



Zhou Enlai lors de l'incident de Sian



Zhou Enlai à la tribune de la conférence de Bandung.

Zhou Enlai et la modernisation de la Chine

Extrait du rapport de Zhou Enlai devant l'Assemblée en 1975 : « Il est certain que, dans une nouvelle période de vingt et quelques années, c'est-à-dire avant la fin du siècle, nous parviendrons à transformer la Chine en un pays socialiste moderne et puissant ».

Dijoud aux Antilles
pour renforcer l'oppression coloniale

LA LUTTE POPULAIRE SE DEVELOPPE EN MARTINIQUE

A partir du mardi 16 octobre, Paul Dijoud — secrétaire d'Etat aux DOM-TOM — est à la Guadeloupe pour participer à la 3^e conférence «inter-régionale» Antilles-Guyane. Au même moment, la lutte populaire s'intensifie, notamment en Martinique, si l'on se réfère aux nombreuses luttes qui s'y déroulent actuellement, et où Dijoud doit également se rendre.

Le voyage, intervenant après le passage du cyclone «David» qui a causé de gros ravages dans la région, vise en particulier à renforcer l'esprit d'assistance des populations antillaises et guyanaises. L'impérialisme français se sert des calamités naturelles, comme les cyclones, pour essayer de faire croire que la Martinique, la Guadeloupe, la Guyane, ne peuvent vivre sans «l'aide de la France». Il mène ainsi une offensive pour «assimiler» les populations colonisées, s'opposer à leurs aspirations nationales, et renforcer leur exploitation et leur oppression.

Depuis plusieurs mois, dans les Antilles et en Guyane, l'impérialisme français accélère la liquidation de la base productive. Par exemple, en Martinique, il liquide la petite production de bananes et jette dans la misère les petits paysans. Il veut faire de l'île un pôle d'éclatement en direction des Caraïbes et s'en servir pour

étendre ses marchés dans les pays d'Amérique Latine.

Une conséquence immédiate, c'est que les conditions sont de plus en plus catastrophiques pour les peuples de ces prétendus «départements d'Outre-mer». Mais ce n'est pas sans rencontrer une opposition déterminée de la part de ces derniers.

GREVES A LA MARTINIQUE

Dans de nombreux secteurs, les travailleurs martiniquais mènent depuis ces dernières semaines des actions revendicatives importantes. Beaucoup sont spontanées.

Dans le bâtiment : début juin, les syndicats réclamaient une augmentation de 15% des salaires et le passage de la prime de transport de 50 à 100 F. La première réunion patrons-syndicats n'a eu lieu que le 6 septembre, sans résultat. La grève est déclenchée le 17. Le 1^{er} octobre, les ouvriers en colère bloquent la

ville de Fort-de-France, dressent des barricades et affrontent les forces de répression. Ces derniers jours, les ouvriers ont finalement obtenus 10% à compter du 11 septembre et 2% à compter du 1^{er} novembre.

Dans les garages : les revendications posées le 17 septembre sont : que la prime de vacances soit étendue à tous les garages de l'île ; le 13^e mois ; la journée du 22 mai (*) chômée et payée ; une augmentation de 24,11% pour atteindre le SMIC des garages de la métropole. La grève, dure, a été déclenchée le 11 octobre.

Le personnel au sol d'Air France a déclenché le 1^{er} octobre un mouvement de grève : contre le démenbrement et la dégradation du service dans les échanges inter-îles Guadeloupe-Martinique et contre l'abandon des dessertes de Cayenne (Nouvelle-Calédonie) et St Martin ; contre le risque, à brève échéance, de licenciements massifs du personnel et pour défendre leur emploi à la Martinique même.

Au «Crédit Martiniquais» qui est aussi la plus ancienne banque de l'île (et la seule dont le PDG soit Antillais !), une grève suivie par 90% des employés a été déclenchée le 10

septembre. Ils exigeaient : le licenciement du chef de personnel, du directeur général et d'un cadre supérieur, pour cause de racisme anti-noir. Le 13 septembre, ils obtenaient satisfaction.

Dans l'enseignement, la grève a éclaté le 24 septembre à Trinité. Un comité de lutte composé d'élèves, de parents et de professeurs a été créé. Ils protestent contre les poursuites judiciaires engagées envers près d'une centaine d'entre eux et la condamnation de l'un des leurs ; contre la politique qui consiste à écarter les Martiniquais de l'enseignement.

Les fonctionnaires vont cesser le travail pendant toute la durée du séjour de Dijoud à la Martinique.

Les médecins ont, à 80%, fait grève 24 heures le 1^{er} octobre. Ils refusent l'affiliation obligatoire à la Caisse Autonome des médecins de France (CARMF). Certains sont poursuivis pour «non-paiement de cotisations». Ils devaient manifester dans la rue le lundi 15.

HR - QdP
Claude LEBRUN

* Le 22 mai, célèbre la libération des esclaves à la Martinique en 1848.

APRES LES TIRS D'ARTILLERIE VIETNAMIENS CONTRE UN VILLAGE DE REFUGIES

LA THAILANDE INQUIETE DES MENACES VIETNAMIENNES

Non content de saboter le ravitaillement de la population cambodgienne, dans les régions contrôlées par la résistance, le Vietnam et ses fantoches de Phnom-Penh multiplient les mises en garde contre la Thaïlande, la sommant de «mettre fin aux violations de la souveraineté cambodgienne», allant jusqu'à menacer Bangkok d'avoir à «endosser toute

la responsabilité des conséquences qui en découleront».

Dans le même temps, *Radio Hanoi* n'a pas hésité à déclarer que «la présence des troupes vietnamiennes au Kampuchea est une affaire intérieure des peuples du Vietnam et du Cambodge» Hanoi se permet de donner des leçons de respect de l'indépendance

des peuples alors qu'il massacre et affame le peuple cambodgien et que ses menaces se font de plus en plus précises en direction de la Thaïlande. Ces mises en garde répétées du Vietnam sont prises au sérieux à Bangkok, surtout depuis l'attaque au mortier dimanche des troupes d'Hanoi contre un camp de réfugiés khmers situé en territoire thaïlandais.

Cette attaque a fait 5 morts et 12 blessés parmi les 30 000 réfugiés du camp de Ban Ta Prik. A la suite des tirs vietnamiens, les soldats thaïlandais ont installé une batterie de canons destinée à protéger le camp de Ban Ta Prik. 35 000 réfugiés cambodgiens se trouveraient déjà en Thaïlande et des dizaines de milliers d'autres sont attendus dans les prochains jours. Les réfugiés viennent principalement des zones contrôlées par la résistance où les occupants vietnamiens empêchent tout ravitaillement de parvenir, tandis que les vivres envoyés par la Croix-Rouge et l'UNICEF commencent à parvenir à Phnom-Penh. Reste à savoir si ces vivres qui arrivent dans les zones contrôlées par l'occupant vietnamien pourront effectivement parvenir au peuple cambodgien. Réaffirmant que la Thaïlande était prête à accueillir tous les réfugiés qui se présenteraient, le premier ministre thaïlandais a déclaré que les troupes thaïlandaises étaient préparées à toute éventualité.

QdP - HR
F.R.

Bientôt une Conférence sur le Cambodge (Kampuchéa)

Dans les jours qui ont suivi l'entrée des troupes vietnamiennes à Phnom-Penh, un certain nombre d'initiatives, prises dans un cadre national ou international, condamnaient cette violation flagrante de la souveraineté et de l'indépendance du Cambodge et les crimes commis envers son peuple par le Vietnam.

En France, une pétition impulsée par le docteur Robert Andrei rassemblait 2.000 signatures sur un texte condamnant l'agression vietnamienne.

Ces différentes initiatives se sont rejointes à un niveau mondial. Les 17 et 18 novembre prochains se tiendra à Stockholm (Suède) une conférence internationale sur le Cambodge (Kampuchéa), sur la base de l'appel suivant :

APPEL POUR UNE CONFERENCE INTERNATIONALE DE SOLIDARITE AVEC LE COMBAT DU PEUPLE KAMPUCHEEN POUR L'INDEPENDANCE NATIONALE CONTRE L'AGRESSION VIETNAMIENNE

La guerre d'agression contre le Kampuchéa démocratique (Cambodge) continue. Les forces de l'armée vietnamienne ont envahi et dévasté le Kampuchéa pour renverser son gouvernement légitime, violant ainsi la souveraineté du Kampuchéa démocratique, la Charte des Nations Unies et les principes de non-alignement.

Si cette atteinte flagrante à l'indépendance du pays était tolérée par la communauté internationale, ce serait une menace grave contre toutes les nations indépendantes. Notre silence serait interprété comme l'acceptation de l'agression et de l'invasion.

Malgré la diversité de nos opinions, nous sommes unis pour dénoncer l'occupation brutale du Kampuchea par le Vietnam avec le soutien d'autres puissances étrangères.

Nous exigeons que toutes les forces vietnamiennes se retirent immédiatement et sans conditions du Kampuchea, que l'indépendance nationale et la souveraineté d'Etat du pays soit respectée, et que le peuple kampuchéen recouvre le droit de régler lui-même ses propres affaires.

Nous demandons à toutes les organisations démocratiques, aux organisations internationales, aux personnalités, aux peuples et aux gouvernements épris de paix, de justice et d'indépendance dans le monde, d'apporter leur soutien et d'organiser une aide matérielle au peuple du Kampuchea en lutte et à son gouvernement légitime dans leur résistance contre les agresseurs vietnamiens.

Nous les appelons à assurer le succès de la Conférence internationale de solidarité avec le combat du peuple Kampuchéen pour l'indépendance nationale contre l'agression vietnamienne, qui sera convoquée à l'automne de cette année.

Des représentants de plus de 25 pays ont déjà apporté leur soutien à cette initiative. Parmi les premiers signataires de l'appel on remarque :

P.K. Lebello, dirigeant du Pan African Congress d'Azanie ; M. Laili, avocat à la Cour suprême du Bangladesh ; A. Demaeux, député du parti des réformes et de la liberté (Belgique) ; Mme Rseymmeakers, sénateur du Christelijke Volksparty (Belgique) ; Jiri Pallas, signataire de la Charte 77 (Tchécoslovaquie), et Jaroslav Hutka (idem) ; Joachim Israel, universitaire (Danemark) ; Elen Brun, journaliste (Danemark) ; Félix Greene, écrivain (Angleterre) ; Laura Summer, universitaire (Angleterre) ; J. Cardonnel, théologien (France) ; Charles Tillon, écrivain (France) ; Régis Bergeron, écrivain (France) ; Joris Ivens et Marcelline Loidan, cinéastes (France) ; Dr Robert Andrei (France) ; Alain Bouc, écrivain (France) ; Edmond Jouve, universitaire (France) ; Kostas Havrakis, universitaire (France) ; Heinz Kutte, pasteur (RFA) ; Gemard Bufer, universitaire (RFA) ; Samar Sen, éditeur (Inde) ; Gobinda Mukhoty, avocat à la Cour suprême (Inde) ; Richard Gibson, écrivain (Italie) ; G. Strano, journaliste (Italie) ; Jōkō Mitsuoka (Japon) ; Ravi Ailav, écrivain (Nouvelle-Zélande) ; Jon Michélat, écrivain (Norvège) ; Vasco de Gama Fernandes, député indépendant (Portugal) ancien président de l'assemblée nationale ; Dias de Silva, dirigeant de l'U.G.T. (Portugal) ; Raul Rego, député du parti socialiste (Portugal) ; José Gomes, député du parti socialiste (Portugal) ; Herculano Pires, député du parti socialiste (Portugal) ; Bo Gustafsson, universitaire (Suède) ; Leif Beckung, économiste (Suède) ; Jan myrdal, écrivain (Suède) ; Georg G. Hildebrand, écrivain (USA) ; John S. Service, éditeur (USA) ; William Hinton, écrivain (USA) ; Alan Canfors et Thomas Grace, étudiants blessés lors des manifestations de Kent State University contre l'invasion US au Cambodge, 1970 (USA).

En RFA, cet appel a déjà recueilli près de 15 000 signatures. Le faire signer est une contribution au succès de la conférence, et à la sensibilisation de l'opinion contre l'agression vietnamienne au Cambodge. Pour couvrir les frais de la conférence, un minimum de 10 000 francs doit être rassemblé par le comité français de soutien. Vous pouvez libeller vos chèques à l'ordre de :

Mme. Lamiral - BP. 22 - 94 800 Villejuif.
Cette adresse est également celle du comité français de soutien à la conférence de Stockholm.

ESPAGNE : UN ATTENTAT QUI PORTE ATTEINTE AUX LIBERTES DEMOCRATIQUES

La Fédération des travailleurs de la terre (UGT) en liaison avec la FGA - CFDT, avait entrepris une campagne d'information en direction des travailleurs saisonniers es-

pagnols qui viennent faire les vendanges en France. En gare de Figueras (Espagne) une cabine avait été installée pour permettre la diffusion de tracts. Dans la nuit du 22 septembre, cette baraque a été incendiée. L'attentat n'a pas été revendiqué.

HR - QdP

LES RETICENCES FRANÇAISES A LA VISITE DE YASSER ARAFAT

Après avoir été reçu officiellement en Espagne, puis en Turquie, le président du Comité Exécutif de l'OLP sera-t-il l'hôte du gouvernement français ? C'est à ce seul titre que Yasser Arafat serait décidé à se rendre en France, a déclaré à plusieurs reprises Ibrahim Souss, représentant de l'OLP à Paris. Bien qu'il ait mentionné l'OLP dans son discours à l'ONU, le ministre français des affaires étrangères, François-Poncet tout en ne faisant pas d'objections majeures à cette visite, y met comme condition qu'elle débouche sur «un progrès politique dans le sens de la paix dans la

région». Le gouvernement français qui a réaffirmé les positions prises antérieurement : «On ne pourra pas valablement discuter, élaborer une solution conduisant à la paix globale juste et durable que nous souhaitons pour le Moyen-Orient sans la représentation des Palestiniens et la présence de l'OLP auteur de la table», peut-il faire moins que les 104 membres de l'ONU qui reconnaissent l'OLP comme seul représentant du peuple palestinien ? L'invitation de Yasser Arafat en France ne doit être assortie d'aucune condition, à ce sujet, c'est ce qu'a tenu à déclarer le représentant de l'OLP en

France, dimanche au cours d'un meeting à Paris, soulignant : «Nous ne ferons jamais de concession, il n'est pas question d'un cessez-le-feu avec l'ennemi sioniste», le représentant de l'OLP a déploré «les réticences françaises à inviter Yasser Arafat à venir en France». Des réticences qui pourraient être levées rapidement vue l'ampleur des victoires diplomatiques remportées par l'OLP ces dernières semaines, réalité qu'il n'est plus possible d'ignorer, et qui se fonde sur la lutte du peuple palestinien.

QdP - HR
F.R.

QdP - HR
F.R.

Arrivé lundi à Paris LE PRESIDENT HUA GUOFENG REAFFIRME LA POLITIQUE ANTIHEGEMONISTE DE LA CHINE

Dès son arrivée, Hua Guofeng a souligné notamment que la Chine « applique sans défaillance une politique extérieure consistant à combattre l'hégémonie et à défendre la paix mondiale », il prolongeait ainsi les propos qu'il avait tenus il y a quelques jours à Beijing, le 7 octobre, au cours d'une conférence de presse réservée aux journalistes des quatre pays d'Europe occidentale qu'il visite ces jours-ci. Hua Guofeng avait déclaré : « La Chine a besoin d'une ambiance internationale de paix pour se construire. Mais le problème, c'est que l'hégémonie se livre à l'expansion et à l'agression à l'extérieur. La détente n'est donc pas possible comme on l'espère (...) Au cours de l'année passée, nul endroit n'a connu la détente dans le monde, surtout le Moyen-Orient, l'Afrique, la Mer Rouge, la région du Golfe, l'Asie du Sud-Est et l'ensemble de l'Indochine (...). Notre politique vise à combattre l'hégémonie et à défendre la paix mondiale. Nous combattons l'hégémonie tout en mettant en garde le monde contre une politique d'a-

païement. A Paris, le président Hua Guofeng a rappelé que « des moyens d'agression et d'expansion perfides sont utilisés afin de semer la zizanie, de s'ingérer dans les affaires intérieures d'autrui, de fomenter des coups d'Etat et même de pratiquer par agents interposés l'agression armée et l'occupation militaire ».

CONSOLIDER ET DEVELOPPER LES RELATIONS AVEC L'EUROPE

Face à cette situation, il y a « la nécessité de regarder la réalité en face, de se tenir vigilant et de prendre des mesures efficaces », la Chine ayant quant à elle, a rappelé le Premier ministre chinois — la préoccupation « de retarder l'éclatement d'une guerre mondiale et de maintenir la paix pendant une longue période ». Insistant plus particulièrement sur les relations entre la Chine et l'Europe de l'Ouest, et l'enjeu que cela représente, Hua Guofeng a déclaré : « Les changements intervenus dans la conjoncture internationale nous font percevoir vivement

l'affinité des intérêts fondamentaux des peuples de ces deux continents (Europe et Asie, NDLR). L'Europe occidentale joue aujourd'hui un rôle de poids dans les affaires mondiales. Consolider et développer nos relations de coopération amicale avec les pays ouest-européens, cela demeure une composante importante de la politique extérieure de notre pays ». Concernant plus directement la France, il a ajouté : « La France renforce un potentiel de défense et travaille à l'union de l'Europe occidentale... Quant à nous, nous sommes invariablement d'avis qu'une Europe unie et forte constitue un facteur important pour le maintien de la paix et de la stabilité dans le monde (...) La Chine souhaite que la France joue un rôle croissant dans les affaires internationales et que les pays ouest-européens remportent sans cesse de nouveaux succès dans la voie de l'union pour leur puissance ».

L'ACCUEIL PAR GISCARD

De son côté, Giscard d'Estaing, remarquant à

juste titre que « la sécurité est inséparable de la réduction des tensions », s'en est toutefois remis une fois de plus aux « vertus » de la détente qui, a-t-il dit, « a ouvert en Europe les voies du dialogue et de la coopération ». Il avait auparavant salué la Chine en ces termes : « La Chine a rejoint la communauté des Etats où elle occupe désormais la place éminente qui lui revient. La France l'accueille en amie et se félicite de son ouverture sur le monde ». Il avait également « offert » le « concours de l'expérience et de la technologie françaises, à l'effort de modernisation que la Chine entreprend », évoquant ainsi les préoccupations du monde français des affaires qui craint de ne pouvoir obtenir des marchés importants en Chine, du fait de la politique de « réajustement » économique de ce pays et du fait de la concurrence redoutable de pays comme le Japon, ou même, — en Europe — de l'Allemagne fédérale qui devancent nettement aujourd'hui la France dans les relations économiques avec la Chine.

LA CONFERENCE DE LONDRES SUR LE ZIMBABWE DANS L'IMPASSE

Après plus de quatre semaines de négociations, la Conférence de Londres sur le Zimbabwe réunissant d'une part le gouvernement britannique et le régime de Salisbury, et d'autre part, le Front Patriotique, semble être dans l'impasse. Carrington, ministre des Affaires Etrangères britannique, avait lancé un véritable ultimatum au Front en exigeant qu'il accepte un projet de Constitution, à prendre ou à laisser. Or le Front Patriotique refusait toujours deux points importants de cette Constitution : la garantie de la propriété pour les plantations des colons, et l'attribution de la citoyenneté aux mercenaires et aux racistes qui sont venus en Rhodésie depuis 1965. Surtout, le Front persistait dans son refus de se prononcer sur la Constitution indépendamment de la négociation sur la période transitoire et l'organisation des élections.

En posant cet ultimatum, Carrington avait pour but de faire endosser au Front la responsabilité de l'échec de la Conférence, afin de pouvoir ensuite signer un accord-bidon avec Smith et Muzorewa. En fait, le Front a montré sa bonne volonté en faisant des concessions (notamment sur la représentation des blancs au Parlement) tandis qu'au cours de la Conférence, les Britanniques ont été en retrait des

principes auxquels ils souscrivent pour l'indépendance du Zimbabwe.

Tandis que Carrington continue la négociation avec le seul gouvernement de Salisbury, les représentants du Front ont décidé de rester à Londres jusqu'à nouvel ordre.

ITALIE : SOUS PRETEXTE DE LUTTE «ANTI-TERRORISTE» LICENCIEMENTS A LA FIAT

Prenant prétexte de lutter contre le « terrorisme » qui a frappé de nombreux cadres et ingénieurs des usines Fiat à Turin, la firme italienne a licencié sous cette accusation 61 ouvriers la semaine dernière. Cette fois-ci, elle récidive en suspendant l'embauche dans tous ses établissements italiens. Cette mesure qui vise l'ensemble de la classe ouvrière italienne a été adoptée par la firme Alfa Romeo et pourrait s'étendre à d'autres entreprises. Ce qui suscite des réactions de la part des trois principales centrales syndicales, y compris celle de la CGIL (la « CGT » italienne).

HR - QdP

3 semaines d'occupation à Alsthom Belfort

LA DIRECTION ENVOIE UNE LETTRE, LES OUVRIERS INSTALLENT UNE RADIO

Belfort : 15 Octobre, les grévistes s'installent dans une lutte de longue haleine. Les patrons, pensant à la grève de 1950 qui avait duré un mois pour des résultats minimes, jouent le pourrissement de la lutte. Mais dans les piquets, la mobilisation ne faiblit pas. Des embryons d'organisation voient le jour : réunion quotidienne de tous les travailleurs du piquet à certaines portes, volonté de faire avancer le débat sur la démocratie dans la lutte, proposition de participation de délégués élus par les piquets à l'Inter-syndicale, établissements de suggestions quant aux actions efficaces...

Lundi à 19 H, en branchant leurs transistors sur 104 MHz en modulation de fréquence, les Alsthomiens ont salué la naissance de Radio ALSTHOM qui dorénavant émet chaque jour entre 12H30 et 13H30 et de 19H à 20H, commentant les informations de la journée, donnant la parole à des membres des piquets de grève qui le désirent, « bien entendu cette radio est ouverte à tous ». La Direction a bien tenté lundi une manoeuvre en envoyant une lettre à chaque gréviste dans laquelle elle explique que « il y a la

crise, la grève va faire perdre des commandes... D'ailleurs de nombreuses commandes ont été perdues à cause des prix de revient élevés pratiqués par l'usine ».

Un vieux travailleur qui a vécu 1936, les grèves de 1950, 52, 55, 68 a proposé de faire un feu de joie devant l'hôtel du Lion ! Des nouvelles reconfortantes par ailleurs : après les 1500 F récoltés sur les marchés ce dimanche, plus de 1500 F ont été collectés à BULL. Le garage Citroën à Belfort (81 employés) suivant l'exemple de l'Alsthom, occupe depuis vendredi matin son entreprise.

Corresp. BELFORT

MINEURS EN GREVE

Les mineurs de La Mure (Isère) en sont à leur deuxième semaine de grève. Un millier de mineurs revendiquent une augmentation de salaire de 20 F par jour, l'amélioration des conditions de travail et l'embauche de personnel.

La direction lock-out 1 700 personnes

A LA THOMSON-BRANDY A LESQUIN (banlieue lilloise)

Usine assez récente la Thomson emploie quelques 2 084 personnes, parmi lesquelles de très nombreuses femmes, dont la majorité travaille sur des chaînes de montages de réfrigérateurs. Travail pénible et mal payé (2 200 F par mois net) ont amené l'ensemble des travailleurs et leurs organisations syndicales à revendiquer de meilleures conditions de travail et des garanties d'emploi. En effet, depuis juillet, CGT et CFDT multiplient les actions pour empêcher 23 licenciements autorisés par la direction du travail (délégations manifestations en ville). Cela devait déboucher vendredi 5 octobre sur une grève bouchon à l'atelier « plastique-formage », à l'initiative de 30 ouvriers. Au bout d'une semaine de grève bouchon, la direction lock-out l'ensemble du personnel le 12 octobre, sauf l'encadrement et le personnel administratif. Ceci pour une durée indéterminée. Motif, l'atelier en grève paralyse l'usine. Mensonges rétorquent les syndicats, un procès verbal d'huissier à l'appui. Vendredi matin 80 personnes sur les 350 non touchées par le lock-out, ont refusé

d'aller travailler en signe de solidarité. Face au coup de force de la direction, les travailleurs et leurs organisations syndicales tiennent bon. Car, ils sont décidés à mettre en échec le plan de la direction qui prévoit un effectif total de 1 680 personnes en 1981. De nouvelles rencontres entre syndicats et direction, doivent avoir lieu cette semaine.

Correspondant LILLE

PROCES DES MILITANTS BRETONS DU FLB

Au procès des militants du FLB, l'avocat général, au terme d'un très long réquisitoire devant la Cour de Sécurité de l'Etat, a requis de lourdes peines : 15 à 20 ans de prison pour 4 inculpés, dont 2 ont déjà éclopés de 15 ans devant la même cour, et pour les vingt autres, des peines de prison allant de 3 ans à 20 ans de réclusion.

GALLAY (St-Denis) : LES FLICS EMPECHENT L'ENTREE DU DELEGUE SYNDICAL DANS L'USINE

Contre le licenciement de Gilles Boillot, délégué du personnel et au Comité d'Etablissement, licencié par le ministre Boulin, suite à un « recours hiérarchique », toute la journée de lundi, l'usine Gallay à Saint-Denis était bloquée (voir QdP d'hier).

Vers 5 heures du matin, mardi, des ouvriers de l'usine et des syndicalistes du département arrivaient pour renforcer le piquet de grève. Les grévistes entendaient créer ainsi les conditions pour qu'une Assemblée Générale du personnel se tienne.

A 6 heures, les flics étaient là, accompagnés d'un huissier. Mais pas n'importe quels flics : une cinquantaine d'individus de la Compagnie Départementale d'intervention, c'est-à-dire de « gardiens de la paix » recevant un entraînement spécial pour assurer le maintien de l'ordre. Comme ce n'était pas suffisant, deux half-tracks les accompagnaient, deux bulldozers pour pousser un malheureux barrage de palettes !

Au bout de quelques dizaines de minutes, remarquant que la présence des flics retenait les travailleurs hésitants hors de l'usine,

ordre leur est donné de rendre leurs matraques. Quelques minutes plus tard, ils troquent leurs casques contre des képis...

Constatant que les travailleurs ne sont pas tous d'accord sur l'attitude à adopter, les sections CGT et CFDT décident d'appeler tout le monde à entrer avec Gilles Boillot pour le raccompagner à son poste de travail. Entrer dans l'usine représente également l'avantage de ne pas laisser une partie des ouvriers sous l'influence des chefs sans que les délégués soient là pour combattre leur propagande antisyndicale.

Mais entrer dans l'usine est impossible pour Gilles, les flics s'y opposent par tous les moyens. Pour éviter une répression plus importante qui frapperait les plus combattifs, Gilles appelle alors l'ensemble des ouvriers à rentrer dans l'usine. La bataille pour le respect des libertés syndicales est loin d'être terminée à Gallay. Une assemblée de délégués devait discuter dans la journée de la suite de l'action pour qu'enfin, dans cette entreprise, les droits syndicaux soient respectés.

Corresp. SAINT-DENIS